

Nouvelle vague

L'économie luxembourgeoise a été lourdement impactée en 2020 par les conséquences de la pandémie de COVID-19 et devrait connaître un recul du PIB d'environ 4%. Elle a cependant mieux résisté que dans la plupart des autres pays d'Europe, notamment en termes d'emploi. Les mesures de soutien à l'économie, visant à contrecarrer la baisse d'activité provoquée par les mesures de prévention sanitaire et la baisse de la demande internationale, entraînent une forte dégradation des finances publiques cette année. Alors qu'une deuxième vague d'infections frappe le pays, les prévisions pour 2021 sont entourées d'une marge d'incertitude importante liée à l'évolution future de la pandémie.

La crise sanitaire a fortement affecté l'activité économique mondiale sur la première moitié de 2020. Le commerce mondial, qui avait lourdement chuté au printemps, a repris ensuite mais les exportations de biens demeurent encore bien inférieures à leur niveau d'avant-crise. Les perspectives d'évolution de l'économie mondiale pour 2020 sont, malgré une récession d'ampleur historique, un peu moins pessimistes qu'escompté cet été. Par contre, le rebond attendu pour 2021 devrait aussi être moins important.

En zone euro, le relâchement des mesures de confinement au 3^e trimestre a permis une forte reprise de l'activité. Mais à l'entrée de l'automne, les enquêtes de conjoncture montrent des signes d'inquiétude face à la remontée des infections et au renforcement des mesures préventives, laissant présager une rechute du PIB au 4^e trimestre. Les politiques monétaires et budgétaires devraient globalement rester expansives jusqu'en 2022, mais l'important plan de relance européen bute encore sur des difficultés d'ordre institutionnel.

UN RECU DE L'ACTIVITÉ D'ENVIRON 4% CETTE ANNÉE AU LUXEMBOURG

L'économie luxembourgeoise a été fortement impactée par les conséquences de la pandémie au 1^{er} semestre 2020. Cependant, comparé aux résultats des autres pays européens, elle a fait preuve d'une bonne résistance, notamment pour certaines activités de services. Les indicateurs disponibles sur le 3^e trimestre laissent entrevoir un net rebond de l'activité, à l'image de la tendance relevée dans l'ensemble de la zone euro. La dynamique s'essoufflerait cependant au 4^e trimestre, notamment à cause de la nouvelle vague d'infections au coronavirus.

Les prévisions pour 2020 et 2021 ont été élaborées sur la base de deux scénarios différents quant au développement de la situation sanitaire. L'un avec une progression des infections limitée et impactant peu l'activité, l'autre avec une deuxième vague de contaminations beaucoup plus significative et des restrictions sanitaires bien plus conséquentes sur la conjoncture économique européenne et luxembourgeoise. Pour 2020, dont la couverture statistique est déjà bien étoffée, le STATEC table sur un recul du PIB de l'ordre de 3.5 à 4.5% en fonction du scénario retenu. Pour 2021, la fourchette est beaucoup plus large, avec une croissance de 4% dans le scénario favorable mais un repli de 0.5% dans le scénario alternatif.

UNE INFLATION RELATIVEMENT STABLE ET DES COÛTS SALARIAUX EN FORTE BAISSSE EN 2020

Sur les derniers mois, l'inflation est restée plombée au Luxembourg par le repli des prix pétroliers et la gratuité des transports publics. La dissipation de ces effets, combinée au renchérissement des prix des produits pétroliers via la taxe CO₂, devrait la porter à près de 2% au printemps 2021, par rapport à 0.7% encore en octobre 2020. L'inflation sous-jacente a maintenu son rythme de croisière : les contraintes pesant sur l'offre de biens et services compensent les pressions baissières émanant de la demande. Elle devrait ralentir l'année prochaine, mais cela n'empêcherait pas l'inflation globale de progresser, de 0.9% pour 2020 à 1.8% en 2021.

Les mesures de soutien aux entreprises ont fortement abaissé le coût salarial dans presque tous les pays européens au 2^e trimestre 2020. Au Luxembourg, cela provient surtout des aides au chômage partiel. Pour l'année 2020 dans son ensemble, le STATEC s'attend ainsi à une baisse du coût salarial moyen de près de 6%. Suivant les scénarios pandémico-économiques, il devrait rebondir plus ou moins fortement en 2021 (autour de 6%). L'absence de tranche indiciaire sur 2021 constituera un facteur de stabilisation. Le relèvement du salaire social minimum en janvier 2021 ne devrait provoquer qu'une accélération très marginale des salaires.

BONNE RÉSISTANCE DE L'EMPLOI, MAIS LE CHÔMAGE DEVRAIT AUGMENTER JUSQU'EN 2021

Les pays de la zone euro ont été largement frappés par la crise sanitaire. Grâce à l'ampleur sans précédent des mesures prises, la montée du chômage est restée modérée en comparaison à la chute de l'activité économique. Selon les prévisions d'automne de la Commission européenne, l'emploi en zone euro devrait reculer de 2% en 2020 tandis que la hausse du taux de chômage resterait limitée. L'emploi rebondirait en 2021, alors que le chômage continuerait à augmenter.

Le Luxembourg est le seul pays de la zone euro où l'emploi ne baisserait pas en 2020. Cela s'explique par les mêmes dispositifs de protection de l'emploi qu'en zone euro, mais aussi par le fait que l'activité a baissé moins dans les secteurs les plus exposés à la crise et que certaines branches de services, traditionnellement très dynamiques, ont été peu touchées par la crise (secteur financier par exemple).

STATNEWS

Suite au confinement strict de mars/avril, le chômage a explosé au Luxembourg, passant de 5.5% de la population active en février à 6.9% en mai. Avec le relâchement des contraintes, il est reparti à la baisse, mais cette tendance est en train de s'estomper.

Pour l'année 2020 dans son ensemble, le STATEC prévoit un taux de chômage de 6.4%, mais en fonction de la gravité de la seconde vague épidémique, il pourrait augmenter encore jusqu'à 1 point de % en 2021. L'emploi devrait progresser de 2% environ en 2020 et en 2021, mais une dégradation additionnelle de la situation économique limiterait drastiquement son expansion en 2021.

COUP DUR POUR LES FINANCES PUBLIQUES

Suite à la crise, les recettes publiques se sont effondrées au Luxembourg, mais la chute a été amortie par la bonne tenue des impôts prélevés sur les revenus des ménages et des cotisations sociales. La baisse prononcée des impôts sur les sociétés de plus de 20% contribue le plus à ce recul, mais elle tient pour partie au niveau exceptionnellement élevé de ces contributions sur le

début de 2019. Pour l'année 2020 dans son ensemble, le STATEC s'attend à une baisse des recettes publiques d'environ 2% (par rapport à -5% dans la Note de conjoncture de juin dernier). Pour 2021, un rebond se situant dans une fourchette allant de +2% à 5% est attendu, en fonction de la gravité de la vague épidémique hivernale.

Avec quelque +15% en 2020, l'envolée des dépenses publiques traduit les importantes mesures prises pour contrer les effets économiques et sociaux délétères de cette crise exceptionnelle. Avec ce chiffre, le Luxembourg se situe en haut de la fourchette sur le plan européen. Le retour de bâton en 2021 avec des dépenses baissant de 4.5% environ s'explique en partie par l'expiration des mesures prises en 2020, au 31 décembre. L'absence de tranche indiciaire en 2021 aide à freiner les dépenses.

Au final, le solde très négatif de 2020 [-4.8% du PIB] pourrait se résorber déjà en 2021 [±0%]. Toutefois, la deuxième vague en cours va tirer les recettes vers le bas, ce qui, à mesures constantes, entraînerait au pire des cas un solde négatif d'environ -2% du PIB.

Tableau : Principales évolutions macroéconomiques

	1995-2019	2019	Scénario haut ¹		Scénario bas ¹	
			2020	2021	2020	2021
Evolution en % sauf si spécifié différemment						
 PIB en vol.	3.4	2.3	-3.5	4.0	-4.5	-0.5
 Emploi total intérieur	3.2	3.6	1.9	2.1	1.6	0.1
 Taux de chômage [% de la pop. act.]	4.5	5.3	6.4	6.8	6.5	7.7
 Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.9	1.7	0.9	1.8	0.8	1.5
 Coût salarial moyen	2.8	1.7	-5.7	6.3	-5.9	5.7
 Solde public [% du PIB]	1.9	2.4	-4.8	0.1	-5.2	-2.2

Source : STATEC (2020-2021 : prévisions)

1 Le scénario «haut» décrit une évolution de la pandémie «contenue», sans mesures de confinement; le scénario bas traduit une situation sanitaire dégradée au cours du 4^e trimestre 2020 et du 1^{er} trimestre 2021. Plus de détails dans le corps du texte.

Bureau de presse

Christian WELTER | Gsm 621 206 683 | press@statec.etat.lu

Pour en savoir plus

Bastien LARUE | bastian.larue@statec.etat.lu

Ferdy ADAM | ferdy.adam@statec.etat.lu

La publication (Note de conjoncture N° 2-2020) peut être téléchargée gratuitement sur le portail des statistiques

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.